Mardi 30 mai 1978 – No 897

1,70 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Mercredi 31 mai sur TF1

LA TROUPE DES JACQUOUS

Dans le cadre d'une émission consacrée aux rencontres du théâtre amateur, une séquence de l'émission «A la bonne heure» à 18h sur TF1, sera consacrée à la troupe de marionnettes «Les Jacquous»

Editorial

Giscard à la barre

4 ans de règne, 4 ans de luttes des travailleurs

Devant la presse qui l'interrogeait sur son septennat, Giscard a déclaré : « *Quatre ans, c'est beaucoup. Je n'ai pas atteint, toutefois, tous les objectifs que je m'étais fixés* ». Peut-être avons-nous mal entendu.

Quand Giscard est arrivé au gouvernement, la France entrait de plein pied dans la crise économique. Le redéploiement économique des monopoles capitalistes commençait à se faire sentir au travers de dizaines de milliers de licenciements.

Dès octobre 1974, patrons, gouvernement, syndicats signaient un accord portant à 90 % du salaire les indemnités de licenciement, en cas de licenciement pour « raisons économiques », un signe que le capitalisme ne se porte pas bien.

En octobre-novembre, la grève des postiers fut un premier avertissement sérieux pour la politique antipopulaire de Giscard, le secrétaire d'État Lelong fit les frais de l'incurie des monopoles, il fut licencié.

Depuis, des luttes se sont développées plus fortes et plus nombreuses pendant l'année 1976 contre la répression antisyndicale et politique – Romain Le Gal, les Bretons, les Corses, les Basques.

1977 aura vu une extraordinaire mobilisation contre la politique du tout-nucléaire de la bourgeoisie avec des manifestations à Creys-Malville (un mort), Flamanville, le Pellerin, Golfech, Fessenheim, etc. Les petits paysans se mobiliseront contre la nouvelle taxe laitière et manifesteront à Vannes.

A l'orée de la quatrième année du règne de Giscard, la situation du peuple n'a fait qu'empirer. Ayant gagné les élections, sa clique ne se prive plus et la restructuration capitaliste va toucher des dizaines et des dizaines de milliers de personnes. La politique dans le textile en est une parfaite illustration.

Le résultat des élections législatives a causé une grande déception aux travailleurs. Mais ceux-ci commencent à surmonter cette déception petit à petit et les luttes prennent une ampleur certaine. Et quand Giscard dit qu'il n'a pas atteint « tous ses objectifs », il veut dire qu'il entend liquider tout ce qui le gêne.

Mais les travailleurs, ceux du textile par exemple, n'ont pas du tout envie que ces objectifs soient atteints et ils ne seront pas atteints facilement, s'ils le sont jamais un jour.

La manifestation d'Épinal, dans une région réputée calme est un excellent signe pour le mouvement de masse.

Giscard joue de l'accordéon au Reposoir, les travailleurs ne l'entendent pas de cette oreille

15 000 MANIFESTANTS A EPINAL 5 000 AU PUY

Meeting à Moyenmoutier (Vosges), le 26 mai au matin.

Samedi soir, Giscard a été fêter sa quatrième année de pouvoir au village du Reposoir en Haute-Savoie. Ce village avait bien voté (le « bon choix ») pour lui en 1974. Il a même joué de l'accordéon parmi le « bon peuple ». La presse officielle s'est émue de cette initiative. Pendant ce temps, 15 000 personnes manifestaient à Épinal contre la politique antipopulaire de Giscard et 5 000 au Puy, comme quoi tout ne va pas bien dans le meilleur des mondes.

(Voir reportage d'Épinal page 4).

MUNDIAL

La junte fait patte de velours

A Marseille, des militants du COBA gardés à vue

Lundi, à quelques jours du début du dixième championnat du monde de football, la plupart des équipes sont arrivées en Argentine. Dans chacune des délégations présentes, les entraînements vont bon train, mais il est sans aucun doute difficile pour les joueurs de se sentir à l'aise face à l'impressionnant dispositif policier mis en place par la dictature sous prétexte de les protéger. Plusieurs centaines de journalistes sont déjà arrivés et les formalités d'accréditation se sont déroulées sans problème jusqu'à présent.

Il faut dire que la junte militaire s'est efforcée de leur ménager un accueil discret pour essayer de s'attirer leur bonne grâce. Cependant ceci n'est qu'apparence car les journalistes accrédités sont triés sur le volet et d'autre part, s'ils ne sont pas escortés de policiers en tenue, l'envoyé spécial de TF1, lui-même, a déclaré que les « *civils étaient partout* » ajoutant « *il est bien difficile de séparer sport et politique* ». *(Suite page 8)*

• Comores

Derrière le coup d'Etat ?

Récemment s'est produit aux Comores un coup d'État renversant le régime de Ali Swalihi, un coup d'État mené directement par l'impérialisme français.

Pourquoi ce coup d'État, comment a-t-il été perpétré et qui sont les nouveaux venus ?

POURQUOI CE COUP D'ÉTAT ?

Ali Swalihi est arrivé au pouvoir moins d'un mois après la proclamation de l'indépendance des Comores, le 3 août 1975.

La politique menée par ce gouvernement fut une politique anti-populaire, n'hésitant pas à réprimer brutalement tous les mouvements populaires.

Face à cette politique, le peuple comorien a décidé de résister. Déjà, les paysans s'étaient opposés violemment à l'expropriation des terres à Makele, Badjini, Hambou.

A la fin de l'année 1977, éclataient de grandes manifestations contre le régime. De puissants soulèvements éclatèrent à Mutsamudu, Domoni, Sima et surtout à Moneli où l'insurrection fut brutalement réprimée.

Ces difficiles conditions ont eu pour conséquence le départ de certaines personnes vers Mayotte, occupée militairement par l'impérialisme français, et ailleurs.

En mars 1978, un nouveau soulèvement se produit à Iconi (Grande-Comore). La répression ne se fait pas attendre : trente morts.

Pour l'impérialisme français, la situation devenait dangereuse. Il fallait une force qui prenne bien en main ses intérêts pour en finir avec ces révoltes populaires.

QUI SONT LES NOUVEAUX VENUS ?

Les circonstances du déroulement du putsch ne sont pas encore connues à l'heure actuelle. Peu d'informations ont filtré. Toutefois, les premières indications semblent montrer que l'action a été menée par des mercenaires français (anciens légionnaires qui sont allés aux Comores) installés à Moroni depuis quelques temps et par le débarquement d'un commando dans la nuit du 12 mai.

Le but de ce commando : amener des armes et se joindre aux légionnaires déjà sur place. Tout s'est passé très vite, peu de résistance ayant été opposée par le gouvernement en place.

Ces nouveaux putschistes sont déjà connus du peuple comoriens. C'est l'ancienne équipe gouvernementale avec pour chef de file Abdallah. Ce sont des individus connus pour leur docilité envers l'impérialisme français.

LES LUTTES SE POURSUIVRONT

Ce coup d'État est une nouvelle action de l'impérialisme français. Nous devons dénoncer cette intervention dans les affaires d'un autre pays.

Si les contradictions qui opposaient le peuple comorien au gouvernement en place étaient aigües, rien ne peut justifier une intervention étrangère.

Ces contradictions seront résolues par le peuple comorien et par lui seul.

Par ailleurs, les nouveaux dirigeants ne résoudront certainement pas ces contradictions. Ces gens qui entendent mener une véritable croisade contre le socialisme n'ont rien à envier aux précédents. Les luttes du peuple se poursuivront. L'impérialisme français ne sera pas tranquille de sitôt.

Nous avons reçu du PCMLF ce tract que ses militants sont actuellement appelés à reproduire et à diffuser. Nous le publions dans le format recto-verso sur lesquels nos lecteurs le verront diffuser.

Note technique : pour obtenir une bonne reproduction, coller une feuille de papier noir sur l'envers de la page.

• Namibie

Un dirigeant de la SWAPO arrêté

Le régime fasciste et raciste de Vorster vient d'arrêter un dirigeant de la SWAPO (Organisation du peuple du sud-ouest africain), Emmanuel Mutaka.

La police sud-africaine se réjouit de ce nouveau coup de filet contre la SWAPO qui lutte contre l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud. La lutte armée ayant progressé ces derniers temps, Vorster a engagé une chasse à l'homme sans précédent en Namibie, contre les dirigeants.

Malgré cela, les attaques contre l'occupant se poursuivent.

• Palestine

Yasser Arafat déclare...

Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'OLP estime que *«tout le poids de la résistance palestinienne se trouve maintenant transféré à l'intérieur de la Palestine »*.

« Tout ce que nous demandons aux États arabes, dont le Liban, c'est de nous permettre de créer des centres pour apprendre à nos enfants leur droit à la patrie , la Palestine ».

Par ailleurs, il se déclare prêt à négocier un nouvel accord sur la présence palestinienne au Liban avec le *« Front libanais »* (les partis conservateurs hostiles à cette présence). Il propose à cet effet l'évacuation par les combattants palestiniens de la capitale, Beyrouth et d'autres villes libanaises.

• Chili

95 grévistes de la faim

Cinq personnes se sont jointes jeudi à la grève de la faim entamée il y a trois jours au Chili par quelque 90 proches de personnes disparues ou détenues dans ce pays.

Ces cinq personnes se sont installées au siège de l'organisation de la Croix rouge dans la capitale chilienne, tandis que les autres grévistes de la faim poursuivent leur mouvement dans trois églises de la capitale et au siège de l'UNICEF.

Les grévistes demandent aux autorités chiliennes des informations sur le sort de 617 personnes, qui, affirment-ils, ont été arrêtées ou enlevées au Chili au cours des cinq dernières années.

A Panama, un groupe de femmes chiliennes a entrepris une grève de la faim mardi dernier dans les bureaux des Nations-Unies.

Cette grève a pour but d'apporter leur soutien aux personnes qui font la grève de la faim au Chili depuis lundi.

• Nicaragua

La mobilisation ne faiblit pas

De nouveau, le peuple du Nicaragua est descendu dans la rue. Depuis quelques mois, la mobilisation s'amplifie contre la dictature de Somoza qui fait régner dans ce pays une véritable terreur.

Jeudi, dans plusieurs régions du Nicaragua, des affrontements violents se sont produits entre les manifestants et la garde nationale. L'armée a été mise en état d'alerte sur tout le territoire. A Esteli, ils étaient plusieurs milliers pour protester contre l'armée qui tentait d'investir une école occupée par des étudiants. Les autorités de la région ont interdit d'émettre à cinq stations de radio qui donnaient des informations sur la situation dans le pays. On ne sait donc pas si ces affrontements se sont poursuivis et s'il y a eu de nombreux blessés.

• URSS

Orlov fait appel

Youri Orlov, le physicien soviétique, condamné à 12 ans de privation de liberté (7 ans de goulag et 5 ans de résidence surveillée) a fait appel du jugement prononcé par les tribunaux soviétiques.

Sa femme a protesté violemment contre l'interdiction qui lui a été faite de rendre visite à son mari. Ce refus est une violation de la loi, le condamné ayant droit de rencontrer ses proches le jour même ou le lendemain de sa condamnation. Depuis son arrestation, en mars 1973, Orlov n'a pu s'entretenir ni avec sa femme ni avec son fils.

• Pérou

29 tués, 13 condamnations à l'exil en Argentine

L'activité semble avoir repris après les deux jours de grève générale de lundi et mardi. Toutefois, la grève générale se poursuit dans deux villes : à Arequipa, la deuxième ville du pays, où elle a commencé il y a près de deux semaines et à Puno.

Le couvre-feu, décrété à Lima, Huancavelica, Tarma, Ica et Pisco, qui sont les villes où se sont produits les affrontements les plus violents, est maintenu.

Le bilan officiel de ces affrontements est de 29 morts, plus d'une centaine de blessés, et un millier d'arrestations.

Par ailleurs, treize personnes ont été exilées vers l'Argentine jeudi : onze civils et deux vice-amiraux en retraite.

La raison de ces condamnations à l'exil est, selon les autorités militaires péruviennes, d'avoir participé *« aux récents événements subversifs et violents »*.

Parmi les treize personnes exilées figurent neuf candidats à l'Assemblée constituante (dont l'élection est prévue pour le 18 juin prochain), 3 candidats de gauche, 6 d'extrême-gauche.

Les quatre autres, sont deux journalistes et deux dirigeants syndicaux d'Arequipa.

Ces condamnations à l'exil en Argentine sont un premier acte de la campagne électorale du gouvernement péruvien.

Le président du Mozambique en Chine

Le président du Mozambique, Samora Machel est arrivé, jeudi, en Chine, après avoir fait une visite en République populaire et démocratique de Corée.

Il a été accueilli à l'aéroport par le président Houa Kuo-Feng. Une visite importante, le Mozambique faisant partie des pays de *« première ligne »* qui font face aux régimes de blancs d'Afrique australe. Le Mozambique est aussi un pays où l'URSS constitue une menace réelle en ce moment.

• Italie

La tour de Pise occupée par des ouvriers

La Tour de Pise a été occupée jeudi, pour la première fois de son histoire, par des ouvries des usines de porcelaine *« Richard Ginori »* en chômage technique depuis deux ans.

Peu après l'ouverture, jeudi matin, les travailleurs de *« Richard Ginori »* ont déployé du haut de la Tour d'immenses calicots verticaux, écrits en plusieurs langues, pour expliquer les motifs de l'occupation.

Les ouvriers mis en chômage technique depuis deux ans en attendant la construction d'une nouvelle usine moderne plus rentable que la précédente, n'ont plus touché d'indemnités de chômage et sont réduits à la misère depuis sept mois.

Par ailleurs, deux cents d'entre eux ont reçu récemment des lettres de licenciement. En Italie, le chômage est tel que retrouver du travail n'est guère possible.

Les crédits qui devaient être débloqués par le gouvernement pour la reconstruction n'ont pas été fournis. Les travailleurs ont donc exigé que le gouvernement remplisse ses engagements.

DEUX NOUVEAUTÉS AUX ÉDITIONS DU CENTENAIRE

E.100 – Collection « Petite bibliothèque chinoise » :

URSS : LA DÉGÉNÉRESCENCE
Du socialisme au social-impérialisme

Ce texte traduit du chinois par les Éditions du Centenaire est un exposé simple, vivant et bien argumenté de l'évolution de l'Union Soviétique, ces 25 dernières années.

Il constitue un matériel de référence indispensable pour comprendre et expliquer la nature du social-impérialisme soviétique aujourd'hui.

190 pages – 15,50 F plus port : 3 F

ÉDITIONS EN LANGUES ÉTRANGERES DE PÉKIN:

LES QUESTIONS DU LÉNINISME
J.. STALINE

Contient 28 écrits, discours et rapports,
dont : – Les principes du léninisme
– Les questions du léninisme
– De la déviation de droite dans le Parti communiste (bolchévik) d'Union soviétique
– Questions de la politique agraire en URSS
– Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique.

980 pages – 11, F 80 plus port : 6 F

Pour les deux titres groupés, participation aux frais de port : 6 F.
Ces deux ouvrages sont en vente dans toutes les bonnes librairies et par correspondance aux :
ÉDITIONS DU CENTENAIRE
24, rue Philippe de Girard
75010 – PARIS (tél : 202-87-05)

Contre le gouvernement Giscard-Barre

Pour sortir de l'impasse des partis de gauche

Lutter dans l'unité

S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste

Il est bien fini le temps des promesses électorales ! Patronat et gouvernement redressent la tête. *Leurs discours, comme la réalité, laissent peu de* place aux illusions sur l'« ouverture sociale » dont ils nous rebattaient les oreilles.

Le plan Barre III succède au plan Barre I et II. Ça veut dire encore plus de hausses des prix, de licenciements, de chômage. La même politique, un peu plus cynique, un peu plus impitoyable encore pour les millions de travailleurs qui créent les richesses de ce pays avec leurs mains, avec leur sueur.

L'« OUVERTURE SOCIALE » : LICENCIEMENTS ET HAUSSE DES PRIX

Le gouvernement annonce la liquidation des *« canards boiteux », les entreprises pas assez* rentables pour les profits du patronat. Pour les ouvriers, les employés, cela veut dire encore plus de licenciements, de menaces sur l'emploi. Pour les petits paysans, cela veut dire encore plus d'heures de travail, des revenus encore plus faibles, des lendemains encore plus incertains.

Déjà à Terrin (Marseille), 825 travailleurs viennent de recevoir leur lettre de licenciement. Waterman met à la porte la moitié du personnel de l'usine Flaminaire. Manufrance annonce trois mois de chômage technique cet été. Chez Boussac, 11 000 travailleurs sont menacés dans leur emploi, à la SNCF, 14 000. Et à la fin de l'été, c'est 600 000 jeunes supplémentaires à la recherche *d'un premier emploi qui seront jetés sur le pavé.*

Pendant ce temps, les estimations officielles qu'on ne peut soupçonner d'exagération, calculent que le nouveau train de hausses annoncé par Barre *coûtera au moins 1 000 F par an et par famille !*

Si on les écoutait, à force de se serrer la ceinture, on finirait par se couper en deux !

PENDANT CE TEMPS, LES DIRECTIONS SYNDICALES FONT LA QUEUE A L'ÉLYSÉE

Face à cela, que nous proposent les directions syndicales, la CGT et la CFDT notamment ?

A peine les élections terminées, Maire, Séguy *et Bergeron faisaient la queue à l'Élysée. Ils s'en*gagent à fond dans la tactique gouvernementale de la « concertation », des interminables et inutiles négocations branche par branche avec le CNPF. Ils acceptent de négocier ce qui ne peut pas l'être : les licenciements. Ils échafaudent des plans de restructuration du capitalisme, comme le patronat.

Sous prétexte des élections législatives, ils ont conduit à désarmer nos luttes, avant mars 1978. Maintenant que ce prétexte n'existe même plus, ils s'enfoncent encore davantage dans la négociation *sans travailler à créer le rapport de force qui, seul,* peut conduire à des victoires.

Est-ce ainsi que nous pourrons faire aboutir nos revendications ? D'expérience, nous savons bien que non.

Et les partis qui se disent de gauche, le PCF et le PS, qui dirigent la politique de la CGT et de la CFDT, qu'ont-ils à répondre face à nos grandes interrogations sur la situation internationale de plus en plus troublée et menaçante pour la paix (rivalité américano-soviétique en Afrique et dans le monde, sécurité européenne), sur la possibilité d'instaurer le socialisme en France et la voie pour y parvenir ?

LA FAILLITE DE LA STRATEGIE DU PCF

Rien, si ce n'est d'attendre les prochaines *élections et de continuer comme avant. En at*tendant, ils poursuivent leurs aigres querelles pour se renvoyer l'un à l'autre la responsabilité de leur échec. En fait, c'est pire qu'un échec, c'est une vraie faillite de toute la stratégie que le PCF essaie de nous faire avaler depuis vingt ans.

Pas étonnant que ça bouge jusque dans ses propres rangs. Les travailleurs qui veulent vraiment que ça change et qui pour cela faisaient confiance au PCF, ont bien des raisons de se poser des questions, d'en poser à leurs responsables *et de demander des comptes à la direction de ce* parti. Pour toute réponse, on se contente de les laisser dire ou bien de leur fermer le bec. Et pour cause ! *Marchais lui-même a avoué que le PCF* n'avait pas de stratégie de rechange. Tout ce qu'il peut faire, c'est de continuer à nous dire : « Votez à gauche, c'est la solution à tous vos problèmes »...

Pas étonnant non plus avec cette perspective, avec les divisions qu'ils entretiennent parmi *les travailleurs que beaucoup soient désorientés,* amers, qu'ils aient l'impression que l'avenir est bouché et qu'il n'y a plus qu'à se résigner en grapillant ce que le patronat veut bien nous concéder *ici ou là.*

RECONSTRUIRE L'UNITÉ DE LA CLASSE OUVRIERE

Nous, communistes marxistes-léninistes de France, nous disons aux travailleurs adhérents du PCF, comme à ceux du PS, aux syndicalistes CGT et CFDT, aux hommes et aux femmes, aux Français comme aux travailleurs immigrés, qui représentent 20 % de la classe ouvrière de notre *pays : camarades, il faut s'unir ! Ensemble, il* faut nous concerter pour réagir à la situation que nous imposent le patronat et son gouvernement et réfléchir aux moyens d'en sortir. Recons*truisons pour les luttes à venir l'unité de combat* de la classe ouvrière. Nous sommes des millions à vouloir la même chose, à refuser de nous laisser tondre par une poignée d'exploiteurs. Divisés, désunis, dispersés, nous ne pesons pas lourd. Ensemble, nous constituons une immense force. On l'a bien vu, il y a dix ans, en Mai 1968, avant que les accords de Grenelle, pour des broutilles, cassent notre lutte.

Discutons démocratiquement avec tous nos camarades d'atelier, d'usine, de bureau, de nos revendications et des méthodes de lutte pour les faire aboutir. Impulsons la discussion sur la tactique que veulent nous imposer les directions confédérales, dans nos sections et organismes *syndicaux. Refusons les querelles de boutiques* syndicales dans lesquelles on veut nous enfermer, l'isolement boite par boite, branche par branche. Exigeons au contraire d'être informés des luttes et des propositions des autres secteurs et d'être coordonnés avec eux.

L'unité à reconstruire c'est celle que traduit le mot d'ordre « classe contre classe », celle de la classe ouvrière contre la classe bourgeoise. C'est autour d'elle que tous les autres travailleurs peuvent s'unir.

IL N'Y A PAS D'AUTRES VOIES QUE CELLES DE NOS LUTTES

Et sur le plan des perspectives politiques ? Eh bien, c'est la même chose que pour nos revendications économiques. Pour obtenir ce que nous voulons, il n'y a pas de solution miracle qui nous viendrait toute prête d'en haut, du genre « Programmme commun ». Pour défendre la paix menacée, pour s'opposer à l'exploitation et à la répression, pour instaurer le socialisme en France, il n'y a pas d'autre voie que celle de nos luttes.

Mais pour triompher, elles doivent être guidées par un parti qui représente les intérêts de *tous les exploités. Le PCF n'est plus ce parti. Il est* devenu un parti bourgeois qui se sert des travailleurs pour satisfaire ses ambitions de pouvoir, on l'a bien vu au cours des élections législatives.

Mais ce n'est pas parce qu'il y a des mensonges qu'il n'y a plus de vérité ! Depuis 10 ans, notre parti, le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), a repris le flambeau. Il est encore petit, bien sûr, mais il grandira sûrement car c'est lui qui, désormais représente et défend les intérêts des ouvriers, des petits paysans, de tous les travail*leurs qui veulent en finir avec l'exploitation capita*liste, qui aspirent à vivre dans une France socialiste.

Venez discuter avec les communistes marxis*tes-léninistes de France que vous connaissez* sur vos lieux de travail et d'habitation, prenez contact avec les diffuseurs de leur presse ou écrivez à leurs journaux, pour qu'ensemble nous puissions confronter *nos points de vue, nos perspectives et les unifier,* trouver les solutions pour que cela change vraiment.

Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Lisez la presse marxiste-léniniste

L'HUMANITÉ ROUGE quotidienne en vente dans les kiosques.

L'HUMANITÉ ROUGE bimensuelle en vente auprès de nos militants.

LA FAUCILLE Le bimensuel paysan des communistes marxistes-léninistes de France.

LA JEUNE GARDE ROUGE, le journal de la jeunesse communiste marxiste-léniniste.

PROLETARIAT Revue théorique et politique, marxiste-léniniste et de la pensée-maotsétoung.

Pour tout renseignement, écrire à L'Humanité rouge BP 6175861 - Paris Cédex 18.

Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre,
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom . . . . . .
Prénom . . . . . .
Adresse . . . . . .
Profession . . . . . .

Epinal, le 26 mai 1978

«Nous voulons vivre et travailler dans les Vosges»

De notre envoyé spécial Yves Lepic

Samedi 27 mai, le département des Vosges s'est mobilisé pour se battre contre les licenciements chez Boussac. Mais ce n'était pas la seule raison qui appelait la classe ouvrière, les employés à manifester dans la rue : le bâtiment, le papier-carton, les scieries sont touchés aussi. C'est tout une région qui se meurt lentement, à cause de la restructuration capitaliste.

Quand nous sommes arrivés à Épinal, vers 14 h, nous avons parcouru les rues. Sur de nombreux magasins, sur les bureaux, les banques, les ateliers, partout des affichettes appelant à soutenir les Boussac, s'associant à la journée région-morte et à baisser les rideaux des magasins de 15 h à 17 h.

UNE MOBILISATION JAMAIS VUE

Quand nous sommes arrivés rue de la Louvière à la salle des fêtes il y avait déjà une délégation de Playtex-France sur place. Peu à peu, la petite place près de la salle des fêtes s'est remplie, tellement remplie qu'environ 80 % des gens n'ont pas assisté au meeting des organisations syndicales.

Plus le temps passait, plus les arrivants étaient nombreux. Ils arrivaient en groupes compacts scandant des slogans, applaudis par ceux qui étaient là. Montefibre, les mineurs de fer, les enseignants, le bâtiment, les Boussac s'échangeaient des saluts. On sentait une ferme volonté de lutte. On voyait que les gens n'étaient pas venus pour rien. La gravité de la situation les a amenés dans la rue. Ils sont venus pour se faire entendre.

15 000 DANS LA RUE

Vers 15 h 45, la manifestation s'est ébranlée, puissante, forte de milliers de personnes.

Près de 15 000 personnes ont défilé pendant une heure et demi dans les rues d'Épinal. Des centaines et des centaines de gens étaient pressés sur la rue et nombreux étaient ceux qui n'avaient pas encore franchi le pas, qui regardaient leurs camarades défiler. D'ailleurs, on quittait la manifestation pour les saluer sur le trottoir et les appeler : *« Viens avec nous »*, *« Salut, ta place est là »*, *« Dans la rue, dans la rue »*. Même en 1968, on n'avait pas vu ça. Pendant toute la manifestation, une accordéonniste bardé de badges CFDT a joué de son instrument, applaudi par tout le monde.

LES MOTS D'ORDRE

Mais la manifestation n'a pas été du folklore. Les mots d'ordre, les banderoles témoignaient de la volonté de lutte des travailleurs. *« Cho-cho-cho, chômage, ras-le-bol »*, *« La bête des Vosges c'est le chômage »*, *« La bête des Vosges, c'est Boussac »*, *« Union, action, révolution »*.

Les Montefibre en lutte depuis de nombreux mois scandaient : *« Non aux licenciements »*. Tous et toutes étaient convaincues que c'est dans la rue que tout va se jouer. Les travailleurs du textile de la vallée du Rabodeau criaient : *« Dans les rues, dans le Rabodeau »* exprimant le désir de continuer la lutte dans leur vallée. *« Boussac, t'es foutu, les Vosgiens sont dans la rue »*, *« Du travail dans les Vosges »*.

« Ce n'est pas le 14 juillet, ce n'est pas défilé, vous êtes tous concernés ou vous le serez, avec dans nous dans la rue », criait un autre travailleur.

« Les gens ne peuvent plus travailler normalement, ce que nous voulons, c'est travailler, travailler dans les Vosges, mais pas travailler n'importe comment, ni n'importe où. Nous avons droit au travail, nous ne demandons rien d'autre, nous ne tendons pas la main, nous demandons que notre sueur soit respectée », disait un travailleur de la CGT en passant devant les gens et devant nous.

LA DISLOCATION

Vers 17 h 10, la manifestation arriva devant la préfecture et se disloqua rapidement après quelques rappels à l'ordre de la voiture sono de la CGT dénonçant de potentiels « irresponsables » parmi ceux qui restaient sur place ou ceux qui regardaient par-dessus le mur de la préfecture. Mais la question essentielle est toujours posée. Que va-t-il se passer après les trois mois de sursis dont bénéficie Boussac pour présenter un nouveau plan ? Ce délai prend fin au début du mois de septembre.

Nécessairement, les gens vont rester mobilisés, nécessairement, les syndicats devront mobiliser les travailleurs pendant ces trois mois car le combat ne fait que commencer.

Un télégramme de Barre à Stoléru

Une honte

OFFICIEL
MONSIEUR LIONEL STOLERU
19 RUE DAUPHINE
88100 SAINT DIE

OFFICIEL

MON CHER AMI
VOUS SACHANT A SAINT DIE EN CE JOUR DU 26 MAI OU SE MANIFESTE L'INQUIETUDE DES VOSGIENS SUR L'EMPLOI A LAQUELLE JE SUIS PERSONNELLEMENT TRES ATTENTIF. JE VOUS CONFIRME LA DETERMINATION DU GOUVERNEMENT DE DONNER AUX VOSGES UNE PRIORITE ABSOLUE POUR LA CREATION D'EMPLOIS STABLES ET DURABLES.
JE VOUS PRIE D'ETRE MON INTERPRETE AUPRES DE VOS CONCITOYENS POUR LEUR DIRE QUE LEUR INQUIETUDE EST COMPRISE PAR LE GOUVERNEMENT ET QUE NOUS TRAVAILLONS A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE EN FAVEUR DE VOTRE REGION, EN LIAISON AVEC VOUS.
BIEN AMICALEMENT.
RAYMOND BARRE
PREMIER MINISTRE

Ci-dessus, vous avez un fac-similé du télégramme qu'a envoyé, vendredi, R. Barre à Lionel Stoléru, résidant à Saint-Dié.

Outre le fait que Stoléru ne représente que lui-même car il n'a même pas été élu aux dernières législatives, le contenu du télégramme révèle un cynisme sans fard.

Barre se déclare « personnellement très attentif » à la situation dans les Vosges. Il paraîtrait même que le gouvernement va « donner aux Vosges une priorité absolue pour la création d'emplois stables et durables ».

De qui se moque-t-il ce matamore ? L'autosatisfaction permanente qu'il affiche le rend complètement inconscient. Ce n'est pas lui qui vient de donner le feu vert à la liquidation des « canards boiteux », ce n'est pas lui qui parle de se serrer la ceinture. Il y en a vraiment qui ne se sentent plus du tout. Emplois stables et durables alors que les Vosges se vident d'usines, que des milliers et des milliers de travailleurs doivent quitter leur région pour aller se faire exploiter à Thionville, Paris ou Fos-sur-Mer, il n'y a pas de quoi pavoiser.

Quel mépris des gens. Une petite anecdote pour finir : ce tract a été diffusé de nuit par les émules de Stoléru-l'expulseur.

La France des luttes

• Berre-l'étang (Boûches-du-Rhône)

Les ouvriers de la SENF en lutte

Depuis le 4 avril, les ouvriers de l'entreprise étaient en grève. Une heure par jour pour les revendications suivantes :

– Augmentation des salaires de 10 % (en 1977, ils avaient eu 6 %. Ce mois-ci la direction diminue le travail sans maintenir le salaire, contrairement aux accords de 68).

– Augmentation du déplacement de 10 F par jour (les primes sont bloquées depuis 18 mois malgré les hausses anciennes et nouvelles des voitures et de l'essence).

Les travailleurs, pour montrer leur « bonne volonté », ont décidé de suspendre ce mouvement et malgré l'intervention de l'inspecteur du travail, la direction générale de Paris a refusé de venir négocier. Devant cette intransigeance, les ouvriers ont décidé la grève illimitée le lundi 22 mai.

Jusqu'à présent, la direction générale n'a proposé que 3 %... à valoir sur les prochaines décisions régionales, ce que les grévistes ont rejeté. Depuis, la direction générale renvoie les ouvriers à la direction régionale et vice-versa. Ceux-ci sont résolus à lutter jusqu'à satisfaction.

Correspondant HR

• Rennes

Grève au centre de cure médicale pour personnes âgées du CHR

Depuis le mardi 23 février, le personnel du centre de cure médicale (V 240) s'est mis en grève reconductible jusqu'à satisfaction de leurs revendications pour exiger de meilleures conditions d'hospitalisation pour les malades. Il faut dire que cet établissement est un exemple type de rentabilisation de la santé.

A certaines heures, une infirmière pour 80 malades. A l'heure du ménage, c'est la course : 16 chambres en deux heures, il faut que ça brille, ça n'est pas le moment de parler aux malades... Entre 8 h 30 et 11 h 30, huit aides-soignantes d'un service doivent laver, habiller, lever 56 invalides, sans parler des soins aux 24 autres valides. Trois agens hospitaliers doivent descendre, au moment du repas, pendant une heure pour aider l'équipe de cuisine. Le personnel de nuit travaille 11 heures alors que les textes limitent la durée de la nuit à 10 heures.

C'est cela l'humanisation au V 240, à vrai dire, les vieux cene sont pas des gens rentables.

Au total, le personne exige l'embauche de 48 personnes supplémentaires. Le personnel s'est organisé pour assurer les soins minimum dans le service. La grève est popularisée dans tout le centre hospitalier régional et auprès de la population. Des collectes de soutien aux grévistes ont déjà été faites.

• Grenoble

Participation de plus en plus massive à la lutte des hospitaliers

A Grenoble, les hospitaliers sont en mouvement depuis plus de quinze jours. Trois assemblées générales environ se tiennent par semaine. Chaque jour, des administratifs prennent 55 minutes sur le temps de travail et se réunissent devant les bureaux de la direction. La participation des travailleurs se fait plus massive de semaine en semaine. La semaine dernière, 400 personnes environ participaient aux assemblées générales. Mercredi 24 mai, une assemblée générale a eu lieu : 400 à 500 personnes étaient présentes.

Le 25 mai, jour du conseil d'administration, ce sont entre 500 et 600 personnes qui scandaient des mots d'ordre devant le conseil d'administration.

Pour la première fois depuis longtemps, le conseil d'administration ne s'est pas tenu. Il manquait le président, M. Dubedout, et le vice-président et seulement neuf administrateurs sur 22 étaient présents.

Certains hospitaliers en colère lançaient l'idée de séquestrer le conseil d'administration. Aussitôt, un responsable CGT s'empresse de trouver des « mecs costauds » pour empêcher cette revendication d'aboutir.

Le conseil d'administraton est reporté au 30 mai à 19 h. Sans commentaires. Le conseil d'administration aurait-il peur de prendre ses responsabilités face aux revendications locales et aurait-il peur de la combativité des travailleurs ?

A l'assemblée générale de vendredi, il a été prévu dans l'enthousiasme de faire un pique-nique-buffet campagnard devant le conseil d'administration à 19 h le 30 mai. La lutte continue. Des assemblées générales sont prévues.

Nouvelles intérieures

Fête de «Rouge»

Des contestataires du PCF expriment leurs interrogations

Si la fête de « Rouge » a fait parler d'elle cette année, c'est par la présence aux côtés des trotskistes de la Ligue Communiste révolutionnaire de membres dirigeants du PCF et du PS.

On pouvait voir notamment à ce rassemblement, Elleinstein, directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes, Gilles Martinet, secrétaire national du PS, des responsables du PSU, sans parler de multiples groupes plus ou moins proches de la Ligue ou du PCF et tous désireux de servir de pont entre l'extrême-gauche trotskiste et les partis de gauche.

DE NOMBREUSES QUESTIONS

Lors du débat sur la situation au sein du PCF, il apparut d'emblée que les contestataires présents tels que Catherine Clément de la rédaction de la « *Nouvelle Critique* », Jean Rosny membre du comité de rédaction de « *France Nouvelle* », Jean Michel Devisa membre de l'Union des étudiants communistes de Bordeaux, voulaient surtout plus qu'apporter des certitudes ou envisager des stratégies nouvelles, faire part de leurs nombreuses interrogations.

Jean Rosny notamment a insisté sur la sorte de désarroi dans lequel il se trouve par rapport à la situation dans le PCF dont il fait partie. Il a estimé que le débat interne était un *« fait absolument nouveau par son ampleur, la diversité des gens qui s'y intéressent. »* « *Cela s'explique,* a-t-il ajouté, *par la situation d'échec... mais aussi par l'accumulation de tout ce qui a changé depuis dix ans* » Sur la portée de ce débat, il a des appréciations contradictoires. A plusieurs reprises, il en a restreint la portée au fonctionnement du PCF déclarant : « *A mon sens, le premier communiqué du Bureau Politique et le refus d'ouvrir une tribune dans la presse ont seuls donné un caractère conflictuel à ce débat* », d'où la conclusion « *Il est bon que nous poussions dans un sens, que nous rencontrions une résistance, point trop n'en faut* » reflétant l'idée qu'il suffirait d'exercer une poussée sur des dirigeants et des militants timorés pour amener dans le PCF des changements satisfaisants.

EN URSS DES MILLIERS DE DREYFUS

Prenant la parole au cours du débat sur l'« eurocommunisme », Elleinstein a bien sûr tenu des propos que nous ne saurions approuver. Ainsi il a soutenu que les réformes ne sont *« rien d'autre que la lutte de classes de la France contemporaine , que « marxisme et léninisme sont deux mots de nature différente* ». Mais plus tard en réponse à une question de Léonid Plioutch le dissident soviétique, il a dit aussi « *En URSS, il y a des milliers de Dreyfus qu'il faut sauver de l'arbitraire et de l'oppression* » dénonçant ainsi clairement les atteintes aux droits de l'homme dans un pays que la direction du PCF s'efforce encore de faire passer pour socialiste. Toutes ces prises de positions soulignent bien ainsi que la présence de dirigeants contestataires à la fête de « Rouge » la complexité des courants qui traversent le PCF.»

UN MOIS DE REPORTAGE EN CHINE

DES JOURNALISTES RACONTENT...

Pendant un mois, des journalistes de l'« Humanité rouge » ont parcouru la Chine à l'invitation du « *Quotidien du peuple* », organe du Comité central du Parti communiste chinois. A partir de notre édition du lundi 29, et chaque jour jusqu'en juillet, nous consacrerons une page de notre journal aux articles, interviews et reportages qu'ils ont ramenés de Chine.

Lisez et faites lire cette série qui se poursuivra jusqu'en juillet (passez dès maintenant vos commandes à l'administration pour vous procurer la double page centrale de l'édition du 26 mai tirée à part, en affichettes, destinées à être collées en certains points précis : près des usines, dans certains quartiers, à proximité des kiosques diffusant notre journal).

Abonnez vous et faites abonner à l'Humanité rouge quotidien

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Pendant la durée de la série, les lecteurs qui s'abonneront pour un ou trois mois recevront un classique du marxisme-léninisme (« *L'État et la révolution* » de Lénine, etc.): Ceux qui s'abonneront pour au moins six mois recevront, selon leur choix, le livre «*Dix syndicalistes en Chine* » ou « *Le Printemps révolutionnaire de Mai 1968* » écrit par Jacques Jurquet.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge bimensuel

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : . . . . . Prénom : . . . . . .
Rue : . . . . . Commune : . . . . . .
Code Postal : . . . . . .

Nos lecteurs qui désirent connaitre le bimensuel peuvent en recevoir gratuitement, en nous écrivant, quatre numéros, sans engagement de leur part. Utilisez cette initiative pour élargir l'audience du bimensuel.

Télévision

A2 LUNDI 29 MAI – 21 H 30
Un samedi à la Goutte d'or

La Goutte d'or est un quartier de Paris entre Clichy et La Chapelle qui a la particularité d'être habité et fréquenté par de nombreux travailleurs arabes. Ceux-ci y vivent dans les conditions que l'on imagine, dans des logements qui n'en sont que de nom et par le loyer et dans lesquels ils s'entassent. Ils y vivent en butte constamment à la répression policière. La police contrôle étroitement le quartier, ses issues en particulier ; elle se livre à des ratonnades, etc. Le quartier laisse éclater la misère sexuelle et affective de ces travailleurs séparés de leurs familles. Les maisons closes y sont nombreuses. Les mesures Stoléru vont d'ailleurs aggraver tous les aspects de la condition des immigrés.

La Goutte d'or c'est aussi le quartier où durant les week-ends, de nombreux travailleurs arabes se retrouvent entre eux, dans la rue, à l'image de ce qui se passe chez eux, où ils ont le sentiment de former une communauté. Aux bistrots, dans la rue, ils jouent à divers jeux souvent clandestins, ils font de la musique et dansent.

La découverte de ce quartier, tel est le but de cette émission qu'il faut regarder et qui espérons-le, fera découvrir aux téléspectateurs dans quelles conditions vivent les immigrés.

A2 MERCREDI 31 MAI – 21 H 30
L'HÉRAULT : JUSTE MIDI.

Le département de l'Hérault riverain de la Méditerranée, situé dans le Languedoc est le département de la viticulture, caractère qu'il partage avec son voisin, l'Aude. La moitié de la production viticole française vient de l'Hérault qui produit aussi 12 % du vin dans le monde.

Ce qui fut autrefois une richesse est aujourd'hui dans une crise profonde dont l'une des causes est le Marché commun. Les viticulteurs petits et moyens dont le revenu baisse chaque année, dont les dettes s'accroissent sont acculés à la ruine et leurs luttes sont devenues célèbres, particulièrement craintes par le pouvoir. Des responsables du comité régional viticole nous parleront de ces problèmes...

L'Hérault, c'est aussi – et ceci est la contrepartie du marasme économique, de la ruine des agriculteurs et de la désertification – le tourisme spéculatif, l'envahissement des côtes par le béton des constructions pour les touristes. Cette émission est en fait le témoignage de la manière dont le capitalisme pour des raisons de profit, accroit les contradictions entre des régions où il accumule les activités et celles qu'il voue à la désertification et à l'abandon.

TF1 JEUDI 1er JUIN – 21 H 30
La paix se gagne sur mer.

Cette émission est consacrée au rôle de la marine au point de vue économique et surtout militaire. C'est là un sujet particulièrement d'actualité puisque le problème des armes et du désarmement est débattu dans les instances internationales. C'est aussi un sujet politique au centre de notre époque. Le mérite de cette émission est de se situer dans le cadre de la rivalité qui oppose sur la mer les principales puissances. Elle montre que la flotte soviétique est la plus importante du monde devant celle des États-Unis et que toutes deux se disputent la domination de la mer. Une émission très instructive.

FETE POPULAIRE DU «CRI»

Le 4 juin 1978 Pignan (Hérault)

Rassemblons nos forces pour le socialisme

FETE POPULAIRE ORGANISEE PAR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ET L'HUMANITE ROUGE

DIMANCHE 11 JUIN, DE 10 H A 22 H
Parc de Loisirs de Valabre (Route Luynes-Gardanne)
Bouches-du-Rhône

Pour tout contact, ou demande de participation, téléphoner la journée au 16 91 90 97 07

Informations générales

Marée noire : des soldats témoignent

«Ils nous frappent à coups de nerf de boeuf....!»

Non content de polluer la côte bretonne, de réduire au chômage et à la misère des milliers de pêcheurs, goëmoniers, ouvriers, etc. l'État capitaliste par l'intermédiaire de son armée réprime les jeunes militaires appelés. Voici le témoignage de trois soldats, témoignage recueilli d'ailleurs par hasard.

Le dimanche 21 mai au soir, on est allé à Tréguier (dans les Côtes-du-Nord), faire un tour à la fête du pardon de St-Yves. En sortant de Tréguier, nous avons ramassé trois soldats qui faisaient du stop en pleine nuit, avec un brouillard à couper au couteau, ce qui n'est pas sans danger. Ils revenaient de la fête et rentraient en casernement sur la côte à près de 10 km de là.

QUAND ILS NOUS CHOPENT...

En montant dans la voiture, ils remarquent tous les trois : *« Heureusement que ce n'est pas une méhari ! »*. Intrigués, nous leur demandons pourquoi. *« Les méharis servent aux gradés et à la police militaire (PM) qui patrouillent la nuit à la recherche des bidasses et d'éventuelles bagarres entre eux. Quand ils nous chopent ils nous battent à coups de nerf de bœuf et nous mettent au trou arrivés à la caserne »*. Voilà comment les officiers, des engagés, traitent les militaires qui bossent chez nous contre la marée noire. Voilà la récompense de leurs efforts.

Tout le long de la route menant à la caserne, (une colonie de vacances) nous avons discuté ferme.

De temps en temps, on apercevait un groupe de soldats perdu dans le brouillard et la nuit, faisant du stop: La question nous est venue : pourquoi l'armée ne met-elle pas à la disposition de ces soldats des camions ou des cars pour qu'ils puissent sortir dans des conditions normales sans danger ? Ce serait quand même normal. Les gradés, eux, ont tout le matériel à leur disposition.

CE QUI SE PASSE AU NETTOYAGE

Les trois soldats nous ont confirmé que l'un des leurs est bien mort près de Trébeurden en tombant dans une fosse de mazout. Bien sûr, ils n'ont pas de preuve, mais dans leur unité, ils en parlent. L'un nous a déclaré que lui-même avait failli à plusieurs reprises, tomber dans une fosse en allant y vider sa poubelle de mazout., car il n'y a aucune protection autour des fosses.

Ils parlaient aussi de la toxicité du mazout, ses odeurs notamment. D'ailleurs, un ordre de service officiel affiché fait savoir aux officiers qu'il est inutile de faire passer des alcootests aux soldats pris en vadrouille, du fait que les vapeurs de pétrole ont le même effet que l'alcool. Un sergent alcoolique était paraît-il très heureux d'avoir cette circulaire !

Les soldats déclarent aussi employer des détergents pour le nettoyage, alors que promesse était donnée qu'on n'en emploierait pas. Concernant leur solde, ils nous ont dit avoir touché un peu plus que les 240 F mensuels, sans toutefois préciser combien. Ils signalent aussi la rotation continuelle des effectifs, toutes les armes y passent, sans doute pour éviter trop de contacts avec la population et qu'ils ne s'organisent. Il faut noter que des écologistes leur ont distribué des tracts et que ça leur a permis de mieux comprendre certaines choses.

Ces trois soldats, des travailleurs parisiens, venaient pour la première fois en Bretagne.

• Bressuire (Deux-sèvres)

Une jeune turque menacée d'expulsion

Une jeune fille, Kaya Fikriye, de nationalité turque, sœur d'une travailleuse immigrée, et habitant à Bresssuire (Deux-Sèvres), est menacée d'expulsion.

Depuis près de deux ans, munie d'un visa touristique, elle garde les enfants de sa sœur, lui permettant ainsi d'aller travailler.

Des amis français sont allés voir en sa faveur, la mairie et la préfecture : il a même été refusé d'autoriser cette jeune fille à rester en France jusqu'au départ en vacances en Turquie de sa sœur, le 14 juillet 1978.

Cette jeune fille désire rester en France auprès de sa famille. Un jugement sera rendu au tribunal de Bressuire le 30 mai 1978.

Non à l'expulsion de Kaya Fikriye !

Une carte de séjour pour Kaya Fikriye !

A l'appel du COBA

Manifestation le 31 mai

Le 1er juin, s'ouvre officiellement la onzième Coupe du monde de football en Argentine.

Bientôt, la télévision et la presse ne retransmettront d'Argentine que des images de football, et une vision idyllique de la réalité que vit le peuple argentin.

D'ores et déjà, la grande presse met l'accent sur ce sujet cherchant à minimiser le très large courant d'indignation qui s'est manifesté en France et tous ceux qui, avec le COBA, et les 100 000 signatures de l'appel au boycott refusent que l'on joue au football entre les camps de concentration.

Car derrière l'écran, la réalité en Argentine, c'est :

– Une dictature militaire responsables de 8 000 assassinats, 10 000 emprisonnements, 15 000 « disparitions ».

– Mais aussi un peuple qui lutte et qui saura le montrer durant le « Mundial » des militaires.

C'est pourquoi le COBA appelle à une
MANIFESTATION
LE 31 MAI A 18 H 30

Le COBA appelle toutes les organisations politiques et syndicales, qu'elles soient ou non d'accord avec le boycott du Mundial à manifester leur solidarité avec le peuple argentin en s'associant à cet appel.

– Solidarité avec le peuple argentin.
– Contre a répression en Argentine.
– Contre le soutien de Giscard à la junte de Videla.
– Pas de football entre les camps de concentration !
– Boycott de la dictature argentine !

Une demande d'autorisation a été deposée auprès de la préfecture de police pour que puisse se tenir une manifestation pacifique et de masse.

Déjà le 23 mai, le gouvernement avait décidé d'interdire la manifestation, cette interdiction a suscité un large mouvement de protestation.

La préfecture de police fait trainer son accord sur un lieu de manifestation pour le 31 mai. Il a été donné finalement.

Nous affirmons clairement notre volonté de manifester le 31 mai dans la rue notre solidarité avec le peuple argentin. Le lieu et les modalités de la manifestation seront communiqués par voie de presse.

Prenez contact dés à présent avec les militants du COBA et organisations qui appellent.

Avec le soutien du PCMLF, JCMLF, PCRML, UCFML, LCR, OCT, CCA, EE, CEDETIM, UTCL

QUATRE HEURES SUR L'ARGENTINE
Organisées par les COBA lycéens du centre de Paris

Le mercredi 31 mai de 19 h à 22 h 30
7, rue des Lions St-Paul – Paris 75001
Avec la participation de l'Humanité rouge, PCMLF, JCMLF, PSU, LCR, La Ligue des droits de l'homme, UL-CFDT Paris-centre, Justice et paix, Groupe femmes 3e.

DES JOURNALISTES RACONTENT...

Un mois de reportage en Chine

Une après-midi de détente avec nos camarades chinois au bord de la mer à Tsinan. A gauche, le camarade Chen, ancien vétéran de l'armée rouge antijaponaise chahute amicalement avec Jacques Duroc. Très vite, une chaude amitié est venue s'ajouter à la fraternité militante.

Nous avons fait partie d'une délégation de plusieurs journalistes invités en Chine par le « Quotidien du peuple », organe central du Parti communiste chinois. Pendant plus de trois semaines pour les uns, plus d'un mois pour deux d'entre nous, nous avons parcouru la Chine.

Aprés Pékin, Shanghaï, grandes villes industrielles, un long périple nous a menés à Hangtchéou, Canton, Kouélin, puis dans le Hounan, province natale du président Mao, dans le Sétchouan, immense province de l'intérieur, dans le Chantoung bordée par l'Océan et la mer Borée. Enfin, deux d'entre nous se sont rendus dans le Sinkiang, non loin de la frontiére de l'URSS où aucun journaliste étranger n'était allé depuis longtemps.

Ce voyage en Chine, le premier pour nous tous, nous l'avons fait pour voir et connaitre la Chine de nos propres yeux, afin de mieux raconter, expliquer, témoigner. Aujourd'hui, nous allons vous parler d'abord de nos premiéres impressions.

PREMIERES IMPRESSIONS DE VOYAGE

On s'imagine la Chine comme un pays immense, ce qui est vrai, et l'on a aussi en téte, la propagande d'ici n'y est pas pour rien, une certaine uniformité. Eh bien, au fur et à mesure de notre voyage, c'est la diversité qui nous a d'abord frappés. Elle s'inscrit dans les paysages, dans une terre aux nuances et à la fertilité changeantes, dans un climat varié parfois déroutant, comme à Canton (alors qu'y poussent les palmiers, l'atmosphére d'une humidité tropicale mais froide en ce début de printemps nous a surpris).

Plus tard, cela a été l'immensité et les steppes du Sinkiang, où les minorités nationales qui, depuis des milliers d'années, vivent sous la tente, participent activement à une Chine en pleine transformation.

Cette diversité, bien des choses nous ont fait pressentir qu'elle était beaucoup plus réelle et profonde encore que nous pouvions l'imaginer. A Shanghaï, notre interpréte de Pékin a dû se faire relayer à maintes reprises par l'interpréte de la région quand les gens parlaient trop vite. Et lorsque nous avons visité la région, l'interpréte de Shanghaï s'est à son tour excusé plusieurs fois des difficultés qu'il éprouvait à comprendre les dialectes locaux.

PAUVRETÉ OU DÉBUT DE PROSPÉRITÉ ?

Ce qui nous a sauté aux yeux aussi, surtout au début du voyage, c'est la pauvreté des campagnes et des villes chinoises si on les compare à la France. Dans les campagnes, nous avons souvent vu des paysans travailler la terre avec des houes en bois, des chargements transportés à dos d'hommes ou dans des charrettes assez souvent encore tirées par des animaux, voire des hommes.

Les logements des villes, les équipements des usines ont sou-

A la brigade de Guan nous sommes accueillis par de nombreux habitants venus nous souhaiter la bienvenue. En gros plan, le secrétaire de la brigade, un paysan en sandales, qui comme des centaines de milliers d'autres construit le socialisme en Chine.

vent parus vétustes à nos yeux et d'ailleurs, nos hôtes nous le faisaient eux-mêmes remarquer. Mais cela est-il vraiment étonnant ? La Chine sort depuis trente ans à peine d'un passé millénaire de féodalisme. Si de plus, on la compare à l'immense majorité des pays du tiers monde où vivent deux tiers des habitants de la planéte, ce n'est pas de pauvreté mais d'un début de prospérité qu'il s'agit. Tous peuvent travailler, se loger, même petitement, se nourrir, se vétir convenablement. Un signe qui ne trompe pas : ici, les enfants ont tous l'air en bonne santé, bien soignés, habillés avec des couleurs pimpantes.

UN DÉVELOPPEMENT SOCIALISTE

Déjà à côté des équipements vétustes qu'on modernise, existent des secteurs de pointe avec des outillages modernes, telles ces rectifieuses à commande numérique que nous avons vues à Shanghaï.

La Chine a déjà pu atteindre dans certains domaines de l'industrie et de la technique un niveau trés développé comme en témoigne l'utilisation du laser, l'envoi de satellites, etc. Bien plus, elle fait le pari d'atteindre à la fin du siécle, dans moins de vingt-trois ans, le niveau des pays capitalistes développés et de démontrer ainsi à la face du monde la supériorité du socialisme. Les répercussions en seront incalculables.

En devenant un pays socialiste moderne et en améliorant considérablement le bien-être du peuple, la Chine ne va-t-elle pas répondre aux questions que se posent de nombreux travailleurs aprés l'expérience de la restauration du capitalisme en URSS : montrer qu'il est possible pour un pays socialiste de se développer et de devenir prospére sans sombrer dans le capitalisme.

Déjà, des réalisations d'avant-garde montrent l'avenir : par exemple les communes populaires étonnent par le caractére bien ordonné, la logique des cultures et du découpage des terres qui changent du paysage de chez nous.

Dans les ateliers des communes-pilotes, une partie non-négligeable des paysans sont ouvriers une partie de l'année. Avec le méme souci de réduire progressivement le décalage entre la ville et la campagne, une agriculture de susbistance est systématiquement développée à la périphérie des villes pour les nourrir. Et quand on demande « combien d'habitants ? », on s'entend répondre : « tant d'ouvriers et tant de paysans ». Cela annonce la réduction graduelle des inégalités qui pourra se poursuivre plus efficacement sur une base économique consolidée et industrialisée.

LA LUTTE DE CLASSE : UNE GARANTIE

L'une des choses que nous avons apprises également au travers des récits faits par les cadres, les communistes, les ouvriers et paysans, c'est l'acuité que revét à certains moments la lutte de classe sous le socialisme.

Il a fallu onze années d'une lutte parfois acharnée au point d'aller faire des morts et des blessés en grand nombre, pour faire échec aux tentatives de restauration du capitalisme, ceci aprés la prise de pouvoir par Krouchtchev en URSS.

Aprés le succés de cette Grande Révolution culturelle prolétarienne déclenchée par le président Mao lui-méme, la lutte de classe continue sous d'autres formes et constitue la garantie que c'est bien le socialisme qui s'édifie en Chine.

C'est tout cela, amis lecteurs, que nous avons eu en téte pour jeter sur la Chine un regard objectif qui l'embrasse dans sa réalité et dans son mouvement. On voit alors la Chine, pays socialiste du tiers monde, sortir de l'ancienne société qui la marque encore de son empreinte, pour construire avec ses traits spécifiques, sa part de socialisme, l'avenir du monde. C'est cela que nous allons essayer de retranscrire et de vous faire con-

Dés demain, nous entrerons dans le vif du sujet avec la visite du champ pétrolifére « Victoire » dans la province du Chantoung.

ZAIRE : LA SITUATION VA DE MAL EN PIS

Le bilan « officiel » des combats est connu : plus de 1 000 Africains et 250 Européens ont été tués depuis près de quinze jours.

Dimanche, les parachutistes français sont arrivés à Lubumbashi pour « rassurer » les Européens. L'URSS a de nouveau condamné l'intervention française ainsi que Cuba. Le voleur crie au voleur.

L'état de destabilisation ne fait qu'empirer dans la province du Shaba et les forces en présence essaient d'en tirer avantage.

ATTENTATS A MADRID : Un militant du Parti du Travail espagnol (parti d'extrême-gauche) a été blessé alors qu'il vendait la revue « *L'Union du peuple* ».

Atteint à la hanche, le vendeur a été hospitalisé. Son état ne suscite aucune inquiétude. Selon des porte-paroles du parti, leur militant a été agressé par une vingtaine de personnes de l'organisation d'extrême-droite « *Christ-Roi* ».

HEURTS A MOSCOU ENTRE POLICE ET ÉTUDIANTS TOGOLAIS

: Dix étudiants togolais ont été légèrement blessés, jeudi, dans leur ambassade à Moscou lors d'une manifestation contre la « *dégradation de leurs conditions de vie en URSS* » en raison de la hausse des prix. Une quarantaine de jeunes gens étaient venus protester.

Cette indication a été fournie, vendredi, par les milieux étudiants togolais qui affirment que les heurts ont eu lieu lors de l'évacuation des locaux par les policiers moscovites aidés par le personnel de l'ambassade. Emmenés ensuite dans des camions, les protestataires ont été relâchés peu après dans la ville et tous remis en liberté.

Selon ces mêmes sources, l'ambassade a été occupée de 11 à 17 heures. Jeudi, afin d'obtenir une augmentation des bourses mensuelles, une meilleure répartition des billets de voyage leur permettant de rentrer tous les trois ans dans leur pays et une prise en charge du transport des bagages en fin d'études.

Le nombre d'étudiants togolais résidant en Union soviétique, est d' environ deux cent soixante.

MANIFESTATION A ROME : LE TEXTILE EN CRISE : Plus de 50 000 travailleurs du secteur textile ont manifesté vendredi à Rome pour la défense de l'emploi. Près de 100 000 licenciements ont eu lieu en 1977 dans ce secteur qui emploie un million cinq cent mille personnes au total.

Les manifestants se sont également élevés contre le travail au noir qui, selon les dirigeants syndicaux, est de plus en plus utilisé, tant par les entreprises privées que publiques.

MESRINE COURT TOUJOURS

Vendredi soir, Jacques Mesrine attaquait le casino de Deauville. Une échauffourée s'ensuivit au cours de laquelle deux passants furent blessés.

Dimanche, la police s'est livrée à des recherches très serrées. Deux cents gendarmes, des tireurs d'élite, l'antigang déjà si célèbre pour ses bavures, ont traqué Mesrine et son complice. Certes, Mesrine est plus que dangereux, il a la détente facile. Mais, au-delà de la poursuite de Mesrine, il s'agit pour la police de se livrer à une répétition générale qui pourra servir plus tard et à d'autres fins.

Le gangster courait toujours lundi matin. Le dispositif policier était toujours aussi énorme.

Pour toute correspondance, téléphonez au numéro suivant :

205 51 10

Communiqué des Éditions de Centenaire

Une exposition-vente de
LIVRES CHINOIS
a lieu actuellement à la Librairie Brunet
21, rue Gambetta – Arras

Mundial

La junte fait patte de velours

A Marseille, des militants du COBA gardés à vue

(Suite de la page 1)

Jeudi dernier, les mères et grands-mères des disparus qui manifestent depuis plusieurs mois sur la « *Plaza Mayo* » ont profité de la présence des journalistes étrangers et de l'apparence de démocratie que veut donner la junte pour leur expliquer qu'elles sont sans nouvelle de leurs enfants ou petits-enfants emprisonnés par la junte pour des motifs politiques.

Parmi les disparus, il y a aussi plusieurs Français, plus d'une dizaine, tandis qu'une dizaine d'autres sont actuellement emprisonnés « *pour des motifs politiques* ». Que fait le gouvernement Giscard si prompt à invoquer la sécurité des Français dans les pays étrangers quand il s'agit par exemple d'agresser le peuple tchadien ou les peuples de la région du Sahara occidental ? D'après les déclarations d'Olivier Stirn à l'Assemblée nationale, vendredi dernier, il se borne à prendre acte de la réponse du gouvernement argentin aux « *demandes renouvelées au niveau le plus élevé* ». Cette réponse est pourtant des plus cyniques. Le gouvernement argentin affirme ne pas être responsable des disparitions qu'il attribue à des « *éléments incontrôlés* » alors qu'on sait fort bien que c'est lui qui manipule tous ces groupes en sous-main.

La junte veut faire bonne figure mais la réalité est là...

Par contre, le gouvernement a fait des difficultés pour la manifestation du 31 mai contre la junte militaire et a interdit la manifestation prévue le jeudi 25 mai sur la Canebière par le COBA de Marseille. Des militants qui distribuaient des tracts pour expliquer le but de la manifestation interdite ont été emmenés à l'hôtel de police.

Alain Fourest responsable local du COBA, a été placé en garde à vue pendant vingt-quatre heures alors qu'il s'était rendu avec un ami à l'hôtel de police pour avoir de leurs nouvelles. « *On nous a pris immédiatement nos papiers d'identité*, raconte-t il. *Et alors que nous étions venus poser des questions, nous avons subi un interrogatoire auquel nous avons refusé de répondre. Les policiers voulaient savoir ce que faisait le COBA, comment il fonctionnait, quelles actions nous allions organiser, avec qui...* » Il a fallu que son avocat intervienne auprès du parquet du tribunal pour faire cesser cette arrestation arbitraire.

LILLE : « RADIO LIBRE 59 » INTERDITE

Samedi après-midi, les flics ont arrêté trois animateurs et deux militants des « Amis de la terre » pour atteinte au monopole de la radio-télévision après un meeting UOPDP. Nous en reparlerons dans notre édition de demain.

LES POLLUEURS POLLUENT TOUJOURS

Dans le Haut-Rhin, les gros industriels de la potasse rejettent leurs déchets salins dans le Rhin par commodité pour ne pas faire de frais. Bien évidemment, cela a des conséquences néfastes sur la faune et la flore.

Comme ils ne voulaient pas s'attirer trop les foudres de la population, ils ont envisagé d'injecter la saumure dans des couches profondes du sol afin de diminuer le taux de sel dans le Rhin. Mais voilà, la population n'est pas d'accord du tout. Car cela risque d'endommager fortement la nappe phréatique de la région. Ce procédé rentable a été accepté par le préfet alors que la CEE n'a pas ratifié le traité de Bonn qui permet son utilisation. Comme quoi, une fois de plus, la légalité, les bourgeois s'en balancent.

Pour protester contre ce procédé aussi dangereux que la pollution, cinq cents manifestants se sont rassemblés samedi à Reiningue dans le Haut-Rhin. La mobilisation a déjà commencé à porter ses fruits : paysans, syndicats, ouvriers, écologistes ont tous dénoncé le projet. L'Assemblée nationale a refusé de discuter la ratification pour « *insuffisance de préparation* ».

Cela ne saurait satisfaire les habitants qui ont déclaré : « *Nous demandons l'arrêt immédiat de ces travaux, sinon nous n'hésiterons pas à engager une épreuve de force* ».

Désarmement

Propositions de Giscard à l'ONU

Après le discours de Giscard à l'ONU, présentant les thèses du gouvernement français sur le désarmement, un mémorandum va être envoyé à tous les pays signataires de l'acte final d'Helsinki en vue de la convocation d'une conférence du désarmement en Europe.

Les propositions du gouvernement français ont rencontré un intérêt certain auprès de nombreuses délégations de pays d'Europe et du tiers monde. Ainsi le chancelier Schmidt de la RFA a souligné que « *des difficultés s'opposaient à des progrès rapides en matière de limitation des armements... je me félicite,* a-t-il ajouté, *des propositions du président Valéry Giscard d'Estaing* ». Dans le tiers monde, ses propositions ont rencontré un grand écho d'autant qu'i a également fait des propositions concernant le développement des pays du tiers monde et les « *transferts technologiques* ». La Chine qui défend le point de vue selon lequel « *c'est au superpuissances d'engager le processus du désarmement* » a rendu compte du discours de Giscard notamment du constat de faillite qu'il faisait des conférences sur le désarmement actuelles et de sa proposition de remplacer la conférence de Genève par un autre organisme ou serait assurée « *l'égalité des participants* ».

Les superpuissances qui voient mis en cause leur monopole en matière de désarmement, monopole dont le résultat est en fait un surarmement gigantesque ont accueilli bien différemment ces propositions. La réaction des USA a été mitigée tandis que Gromyko a déclaré qu'il n'était « *pas nécessaire* » de modifier la structure de la Conférence de Genève. Le Premier ministre yougoslave Monsieur Duranovic, commentant la session a déclaré que « *les différences d'approche des problèmes du désarmement sont logiques, car elles découlent du rapport des forces dans le monde, de la position géo-stratégique de chacun des groupes politico-militaires et des positions particulières de certains grands pays...* » Il a alors appréciée les positions de la France et de la Chine « *pays dont la participation à l'actuelle session spéciale a constitué un moment nouveau pour ce qui est du problème du désarmement* ».

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP La Nouvelle Dépôt légal : 2e trimestre 1978